

## **Assemblée de printemps de l'Initiative des villes: Politique sociale, 7 mai 2010**

### **La question sociale se pose d'abord dans la ville Favoriser l'intégration – lutter contre la pauvreté**

## **L'intégration sociale, facteur-clé de prévention de la pauvreté**

*Résumé de l'exposé de Ueli Mäder, professeur de sociologie à l'Université de Bâle et chargé de cours à la Haute école de travail social de Bâle*

### **1. Titre: précisions**

L'intégration sociale est un facteur-clé de prévention de la pauvreté. L'intégration sociale n'est pas un facteur-clé de la lutte contre la pauvreté. Les deux acceptions sont justes. Selon la définition que l'on donne des notions et selon l'analyse que l'on fait de la situation réelle. Dans le discours actuel, les approches courantes postulent l'intégration sociale comme un facteur-clé de lutte contre la pauvreté. Elles reprennent des conceptions qui étaient déjà d'actualité dans les années 1960 et qui font à nouveau l'objet de débats et de controverses aujourd'hui. Une divergence majeure porte sur la question de savoir si l'intégration sociale doit principalement compléter le soutien financier ou en partie le remplacer.

### **2. Notions: définir ou analyser le pouvoir de la définition**

L'intégration sociale signifie participer à la vie de la société. Un signe distinctif important est le ressenti subjectif de faire partie de cette société et de se sentir bien dans la communauté. Cette compréhension vaut pour tous les individus et tous les groupes sociaux. Et aussi pour toute la société. L'intégration sociale signifie aussi la cohésion sociale. Et la pauvreté: un handicap social. Elle survient lorsque la sécurité sociale fait défaut. La prévention veut parer à cela. Sa qualité dépend de la disposition à percevoir les problèmes. Quiconque banalise la pauvreté ou se refuse à la définir ne fait que l'empirer.

### **3. Théorie: des approches dualistes aux approches intégratives**

Structure ou culture? C'est un vieux débat. Il imprègne aussi les théories dualistes des années 1960 qui reviennent actuellement à la mode. Une contradiction illustrée par les approches de Oscar Lewis (1966) et Charles Valentine (1968). Le premier insiste sur les attitudes transmises et assimilées, la reconnaissance et l'amour-propre de même que l'intégration sociale; le second évoque l'aisance matérielle et les conditions socio-économiques. Aujourd'hui, il s'agit de relier ces deux approches.

#### 4. Empirisme: nouvelle pertinence sociale

Dans des études précédentes sur la pauvreté (Mäder 1991, 1999), nous mettions en garde contre toute tendance à psychologiser le fait d'être socialement défavorisé. Les familles monoparentales et les *working poors* ont besoin de plus d'argent, pas de conseil imposé. Telle était la voix prédominante. Nous renvoyions aussi à la disposition effective des personnes touchées par la pauvreté à prendre sur leurs épaules beaucoup de responsabilité et à se surcharger de la sorte. Ce qui peut alors les amener à transférer la pression sur d'autres, à se retirer ou à fuir en avant de manière inconsidérée. Dans les études les plus récentes (Kutzner 2004, 2009), nous montrons *premièrement* comment les problèmes sociaux s'accumulent lorsque la situation perdure et la nécessité alors d'un conseil ciblé. Nous expliquons *deuxièmement* à quel point le fait de focaliser unilatéralement sur l'intégration dans le premier marché du travail peut avoir un impact variable. Les uns apprécient le soutien tel un défi. Ils se sentent pris au sérieux et non pas simplement administrés. Les autres réagissent par l'angoisse. Car s'ils n'y arrivent pas maintenant, ils ont vraiment l'impression alors d'être eux-mêmes responsables. Aussi cela favorise-t-il le risque d'accepter n'importe quel job dans un secteur précaire. L'intégration à court terme peut alors rapidement conduire à une exclusion plus grande encore. Le fait de focaliser unilatéralement sur l'intégration sociale a également des effets divers. D'aucuns s'y opposent parce qu'ils veulent prioritairement retrouver une activité lucrative. Les autres se sentent allégés de l'obligation de chercher un poste par alibi. Ils se concentrent davantage sur leurs propres besoins. L'exclusion ainsi apparente augmente de fait les chances d'une intégration sociale. Il ressort *troisièmement* de nos études les plus récentes que la mauvaise humeur résignée peut se transformer d'autant plus facilement en révolte que la transparence est grande sur les inégalités en termes de fortune et de revenus disponibles. La colère peut conduire à s'engager davantage pour ses intérêts propres. Elle rend toutefois aussi plus enclin à généraliser plutôt qu'à différencier et à se laisser accaparer par des courants populistes et autoritaires qui promettent appui, « tranquillité et ordre ».

#### 5. Discours: anciennes et nouvelles questions sociales

Au 19<sup>e</sup> siècle, la question sociale relevait de la classique « question des travailleurs et de la pauvreté ». Il s'agissait alors surtout de la misère qui sévissait dans le contexte de l'industrialisation. L'essor économique et les systèmes de sécurité sociale du 20<sup>e</sup> siècle ont permis de croire que la pauvreté pouvait être éradiquée. A la fin des années 1960, la question sociale devient la question du sens social. Elle se pose justement sur fond de saturation matérielle. L'absence de perspectives existentielles pouvait, même chez des personnes venant d'un milieu privilégié, conduire à une chute sociale (p. ex. en raison d'une dépendance à des drogues). L'ancienne question sociale semblait être devenue obsolète. Elle fait pourtant son retour, sous une forme légèrement altérée, en lien avec les épisodes récessionnels des années 1970. Depuis lors, le chômage, les revenus disponibles pour une part en baisse, l'absence de prestations d'adaptation de la sécurité sociale et des écarts considérables dans les fortunes sont des thèmes d'actualité. En outre, le correctif politique pour concentrer le marché économique cafouille.

Au début du 21<sup>e</sup> siècle, la nouvelle question sociale se pose en termes de dynamique entre intégration et exclusion. (Castel 2000, Kronauer 2002, Paugam 2000). Cette nouvelle approche est sans doute importante, mais ne relègue pas pour autant l'ancienne question sociale plus axée sur l'aspect matériel. Les deux questions sociales doivent être mises en étroite corrélation. Ceci vaut également pour les discours concernant les changements socioculturels. Des analyses des classes et des couches sociales mettent en évidence, au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, des structures verticales. Dès la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, ce sont les différenciations horizontales qui dominent. Ces différenciations se concentrent sur des situations et des styles de vie individuels. Là également, il s'agit de relier entre eux les différents niveaux. Par exemple dans le sens du modèle de l'espace social tel que développé par Pierre Bourdieu (1984, 1997).

## 6. Pratique: ambivalence du rapport du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose, dans son rapport du 31.3.2010, une « stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté ». Il faut saluer cette démarche quant au principe. Comme aussi le fait que la Confédération accorde de l'importance à la question de la pauvreté, documente certaines lacunes majeures et postule l'établissement d'une vue d'ensemble. Néanmoins certains éléments sont problématiques: premièrement, le report de tâches centrales sur les cantons<sup>1</sup> et les communes ; deuxièmement, l'accent placé unilatéralement sur l'intégration par le travail en l'absence de politique du marché du travail conséquente; troisièmement, la mise en avant d'une intégration sociale censée venir en appui de mesures socio-politiques en partie lacunaires. Et quatrièmement, le rapport ne traite pas la pauvreté dans le contexte d'une richesse qui croît en exponentielle (Mäder 2002, 2010). Il néglige la question matérielle de la redistribution et des possibilités de financement de la sécurité sociale. Il omet également d'expliquer comment la doctrine chrétienne sociale relie la subsidiarité dans le sens que lui donne Oswald von Nell-Breuning (1980) avec la solidarité par l'entité supérieure, ou comment le libéralisme politique (contrairement au libéralisme économique) fait dépendre la liberté individuelle de la sécurité sociale.

## 7. Alternatives: pour un futur ayant un avenir

L'Initiative des villes: Politique sociale entend maintenant, selon son projet de stratégie (présenté à l'assemblée du 7.5.2010), « aborder la question sociale dans une optique durable : favoriser l'intégration et lutter contre la pauvreté ». Le document tente de présenter la complexité sociale de manière nuancée. La garantie du minimum vital et la promotion de l'intégration sont deux piliers porteurs équivalents. Ce point est très important, et mérite d'être encore davantage souligné. Car, à défaut, on court le risque de voir certains postulats fondés être récupérés au service d'une stratégie de démantèlement social. Lorsque l'Initiative des villes constate par exemple que, pour une politique sociale visionnaire, « ce n'est pas l'argent qui est primordial, mais la volonté politique » (p. 2), cette formulation peut donner l'impression que la sécurité sociale peut aussi être garantie avec moins de finances. Il en va de même pour la déclaration pertinente selon laquelle « une politique sociale durable, c'est davantage que garantir le minimum

---

<sup>1</sup> Quand bien même le rapport met à contribution les cantons, il ne tient pas compte des résultats des études cantonales sur la pauvreté.

vital » (id.). Le postulat politico-social de l'égalité des chances pourrait aussi avoir un impact qui prête à l'équivoque. Car qui traite à égalité des choses inégales reste inégal. Des précisions seraient là utiles. De même pour ce qui est de l'éducation de la petite enfance. Selon la manière dont il est conçu, l'encouragement précoce favorise l'égalisation ou cimente les différences.

L'intégration sociale exige tout d'abord un cadre social et une infrastructure solides. Sans garantie matérielle du minimum vital, la portée de l'intégration sociale est limitée. Offrir un appui scolaire aux enfants touchés par la pauvreté, voilà qui est bien utile. Mais seulement si on peut aussi parer au stress familial grâce à la sécurité financière. En conséquence, il s'agit premièrement de mieux partager le travail et le produit du travail, rehausser les salaires les plus bas et consolider la sécurité sociale. Par exemple en étendant les prestations complémentaires. Considéré sous l'angle de l'intégration, ceci permet même d'économiser de l'argent. Mais la sécurité sociale peut aussi avoir son prix. Et un coup de pouce matériel permettrait de mettre des institutions comme l'aide sociale en mesure de s'occuper à nouveau davantage d'intégration sociale. Toutefois, le « cher argent » à lui tout seul ne permet pas de faire le travail. Il est utile de prévoir des mesures complémentaires. Par exemple, un travail social pour si possible toutes celles et ceux qui ont accompli une première formation. Il ne s'agirait pas d'un ersatz du travail social professionnel, mais d'un complément qui pourrait aussi favoriser des compétences sociales personnelles. A ce titre, la disposition à s'engager dans de nouvelles relations sociales pourrait être une chance. Et ce non pas simplement par contrainte, mais de son propre chef. L'individualisation a contribué à rompre avec la sécurité ordonnée et le contrôle social étroit d'autrefois. Les relations sociales plus distancées ont apporté un peu de liberté et aussi plus d'anonymat. Mais ce « relâchement » auquel on aspire s'avère aujourd'hui parfois trop « lâche ». De là, on peut rebondir, et idéalement dans des entités plus petites. Les villes offrent à ce titre des opportunités intéressantes. Il est réjouissant qu'elles offrent des nouvelles formes d'intégration sociale. Aussi peut-on espérer que la détresse se mue aussi un peu en vertu. A ne compter que sur la Confédération, on pourrait encore attendre longtemps. Il n'y donc pas d'alternative à un engagement spontané. Mais, l'effort de s'unir pour mettre davantage à contribution la Confédération en fait aussi partie.

## 8. Sources

Bourdieu, Pierre (1984): Die feinen Unterschiede: Kritik der gesellschaftlichen Urteilskraft, Frankfurt a. M.: Suhrkamp.

Bourdieu, Pierre (1997): Das Elend der Welt: Zeugnisse und Diagnosen alltäglichen Leidens an der Gesellschaft, Konstanz: Universitätsverlag.

Castel, Robert (2000): Die Metamorphosen der sozialen Frage: eine Chronik der Lohnarbeit, Konstanz: Universitätsverlag.

Kronauer, Martin (2002): Exklusion. Die Gefährdung des Sozialen im hoch entwickelten Kapitalismus, Frankfurt a. M./New York: Campus.

Kutzner, Stefan; Mäder, Ueli; Knöpfel, Carlo (2004): Working poor in der Schweiz: Wege aus der Sozialhilfe, Zürich: Rüegger.

Kutzner, Stefan; Mäder, Ueli; Knöpfel, Carlo (2009): Sozialhilfe in der Schwei, Zürich: Rüegger.

Lewis, Oscar (1966): The Culture of Poverty, in: Scientific American, 215. Jg, Heft 4, S. 19-25.

Mäder, Ueli; Biedermann, Franziska; Schmassmann, Hector; Fischer, Barbara (1991): Armut in Basel-Stadt, Social Strategies, Basel: Karger & Libri.

Mäder, Ueli (1999): Für eine solidarische Gesellschaft, Zürich: Rotpunktverlag.

Mäder, Ueli; Streuli, Elisa (2002): Reichtum in der Schweiz, Zürich: Rotpunktverlag.

Mäder, Ueli; Aratnam, Ganga Jey; Schilliger, Sarah (2010): Wie Reiche denken und lenken, Zürich: Rotpunktverlag.

Nell-Breuning von, Oswald (1980): Gerechtigkeit und Freiheit, Wien : Katholische Sozialakademie.

Paugam, Serge (2000): L'exclusion: usages sociaux et apports de la recherche, in: Berthelot, Jean-Michel (Hg.), La Sociologie française contemporaine, Paris: PUF, S. 155-171.

Valentine, Charles A. (1998): Culture and Poverty. Critique and Counter-Proposals, Chicago: Univ. of Chicago Press.